



L'année 2017 commence, l'occasion pour la FSU d'adresser des vœux pour la réussite du service public, dans le contexte d'une année rendue particulière et incertaine quant aux futures orientations et choix pour l'Éducation Nationale après les prochaines échéances électorales.

L'espoir ressenti par les enseignants en 2012 pour leur métier et leurs conditions de travail a peu à peu disparu pour laisser place un mal-être profond. Depuis trois ans, la FSU n'a pas cessé d'avertir et de pointer les difficultés grandissantes que connaît l'Éducation Nationale. La hausse des démissions de stagiaires et de titulaires est symptomatique d'un malaise général qui est en train de s'installer. Ne pas le reconnaître serait faire preuve d'un aveuglement préoccupant et même dangereux.

Ce malaise est perceptible dans les collèges de l'académie. Les professeurs subissent une réforme qu'ils ont majoritairement combattue et à laquelle ils restent d'autant plus opposés que sa mise en œuvre s'accompagne non seulement d'un renouvellement simultané des programmes des 4 niveaux, mais aussi d'une remise en cause de leurs pratiques professionnelles, qui visent surtout à réduire leur liberté pédagogique et à nier leur expertise disciplinaire, tout en générant une surcharge de travail jamais atteinte.

S'ajoute à cela, la mise en place du LSU, où localement, nos collègues font face à des pressions remettant maintenant en cause leur mission d'évaluation des élèves. Nous dénonçons l'utilisation des logiciels privés et du LSU pour imposer des pratiques d'évaluation « par compétences », sans note alors que ce n'est pas le cadre fixé par le ministère. Comme si tout cela ne suffisait pas, vous comprendrez l'exaspération des enseignants lorsqu'ils ont découvert début janvier les consignes du Recteur pour organiser des réunions hors temps de service alors que rien ne l'y obligeait. La FSU dénonce cette initiative infligée à une profession malmenée et mal payée. Il serait bon que l'institution comprenne un jour que ce n'est pas en démotivant les enseignants qu'elle les rendra plus performants et qu'elle améliorera le service public.

Revenons à l'ordre du jour de ce CTSD et à la préparation de rentrée 2017 dans les collèges et les SEGPA. Nos craintes, souvent exprimées l'année dernière, concernant cette réforme du collègue continuent de se vérifier jour après jour dans les établissements, et les dotations 2017 montrent déjà les premiers signes d'une future réduction de moyens pour les collèges.

En effet, pour la rentrée 2016, la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (la DEPP) vient d'annoncer une baisse de 9900 élèves dans les collèges publics au niveau national pendant que le privé voit ses effectifs augmenter de 6400 élèves. C'est en 6ème que la part de scolarisation dans le privé est la plus importante. Cela représente bien une de nos craintes l'année dernière, et c'est bien la mixité sociale dans les collèges publics qui en est affaiblie. Cette même DEPP prévoit une hausse de 19500 élèves en 6ème à la rentrée 2017 et une augmentation de 0,9% des effectifs dans les collèges. Pourtant, la dotation 2017 des collèges du département est calculée pour des effectifs quasi stables (+46 élèves). Faut-il y voir l'anticipation d'une nouvelle « fuite » des élèves dans les collèges privés ? Si c'était le cas, il ne serait plus possible pour l'institution de faire comme si la réforme du collège et ses suppressions de dispositifs utiles et appréciés par les familles n'y étaient pour rien.

Une analyse des DGH ainsi que les premiers retours d'établissements semblent nous montrer des effectifs prévus, parfois en dessous des effectifs réels et constatés dans les établissements. Avec cette minoration des effectifs et par le jeu des « effets de seuils », la dotation fait apparaître une baisse de 21 divisions par rapport à l'année dernière avec pourtant les mêmes effectifs. Ce sont les collèges du groupe 2 qui sont les plus touchés par cette baisse. Nous vous demandons donc de revoir les dotations des collèges dont les effectifs réels permettraient d'obtenir des divisions supplémentaires.

Enfin, alors que cette réforme du collège prévoit une marge de 3h par division à la rentrée 2017 (contre 2,75h cette année), il semble que celle-ci soit en baisse puisque la part complémentaire de la dotation n'augmente que de 128 heures alors qu'elle aurait dû augmenter de plus de 900 heures avec les 0,25h d'augmentation de marge par division. Cette différence semble s'expliquer par une volonté d'être « bienveillant » dans les dotations 2016 afin de mettre en place une réforme du collège largement rejetée sur le terrain.

Pour la FSU, la marge reste un levier qui permettra de réduire les moyens. En effet, rien dans la réforme ne permet de la pérenniser, ce qu'un prochain gouvernement pourrait très vite utiliser pour supprimer de nombreux postes, ce qui ne manquerait pas de nuire une nouvelle fois à la qualité du service public d'enseignement.

Pour terminer, nous dénonçons une nouvelle fois la baisse de moyens constatée l'année dernière (-7HP) pour les SEGPA. Une baisse qui se poursuit cette année, puisque les dotations en heures postes des SEGPA sont à nouveau réduites d'une heure. Nous réclamons une augmentation et une sanctuarisation des moyens SEGPA au moins à la hauteur de ce qu'ils étaient à la rentrée 2015. C'est une nécessité pour permettre une prise en charge et une aide efficace des élèves.